

FONDS INTERNATIONAL POUR LA PROMOTION DE LA CULTURE

Séminaire international sur le financement de la culture

organisé conjointement avec le CENTRE DE COOPERATION CULTURELLE EUROPEENNE ET INTERCONTINENTALE de la FONDATION EUROPEENNE DE LA CULTURE et avec la collaboration de l'Institut de Coopération Ibéro-américaine

Madrid, 22-24 mars 1982

CONCLUSIONS (\*)

1. Les préalables conceptuels

Il existe de nombreuses définitions classiques de la culture (historique, anthropologique, éthique, etc.), le plus souvent incompatibles avec la notion de financement. En fait, la culture, dans ce qu'elle a d'essentiel, ne se finance pas. Si, d'autre part, la culture est simplement une question de créativité, elle n'a pas besoin d'être financée. Mais la culture est tout l'homme et c'est pourquoi le problème de son financement se pose. Celui-ci est d'une grande actualité, comme l'était celui du financement de la santé et des services sociaux, il y a une trentaine d'années; comme l'était devenu celui de l'éducation une décennie plus tard.

2. Pourquoi financer la culture ou les raisons du financement de la culture

La notion de "développement à tout prix" a accentué le déséquilibre entre individus et sociétés. Les progrès scientifiques et technologiques n'ont pas constitué une panacée pour l'être humain qui aspire tout autant à satisfaire ses besoins fondamentaux qu'à trouver un équilibre spirituel lui permettant de résoudre les problèmes d'une manière plus juste, plus stable pour lui et ses descendants. Nos valeurs culturelles étant en crise, nous devons travailler pour l'avènement d'une nouvelle société et, pour cela, faire face aux défis auxquels se trouve confronté le monde contemporain. A cet effet, on procède à la revalorisation de certains éléments traditionnels considérés jusqu'à présent comme "non économiques". Il ne suffit plus pour réussir, en matière de développement, de disposer des moyens matériels et techniques. Le développement est déterminé par la participation consciente et active de tous les membres d'une société, plutôt que par le potentiel que lui confèrent ses ressources naturelles et matérielles. Il s'agit de la faculté des hommes de réagir de manière originale et créative aux défis et aux problèmes du milieu physique et de l'environnement social.

On assiste donc aujourd'hui à une prise de conscience de la difficulté de concevoir un développement économique et social sans développement culturel. Ainsi, la croissance économique, qui est certes la clé du développement, cesse d'être en elle-même une finalité.

---

(\*) Un rapport complet sera publié séparément et comportera un résumé des contributions présentées au cours du séminaire.

Elle devient un moyen permettant de satisfaire les besoins de tous, y compris celui d'une possibilité d'épanouissement complet. La culture est désormais un facteur essentiel du développement. Autrement dit, la dimension culturelle du développement a acquis une importance croissante. En outre, l'élévation du niveau culturel crée des conditions propices à l'augmentation de la productivité des ressources économiques, financières et technologiques. En élevant le niveau culturel des peuples, il est plus facile d'en améliorer le niveau de vie social et institutionnel. Enfin, la culture peut être un facteur d'intégration des peuples, d'unité nationale, de résistance à l'uniformisation et à la modernisation sans âme, un facteur de conciliation des situations conflictuelles créées par l'économie, un agent de compréhension économique et sociale pouvant favoriser la coopération économique. C'est pourquoi, le financement culturel constitue, à l'heure actuelle, l'une des préoccupations majeures de la communauté internationale.

### 3. Quoi financer dans la culture ou l'objet du financement culturel

C'est tout d'abord la vie culturelle qui est faite d'un ensemble de pratiques qui coûtent du temps et parfois de l'argent, lesquels se mesurent.

Si la culture est conçue comme un mode de vie où l'activité professionnelle, l'activité créatrice et l'activité artistique coexistent chez l'homme et où la vie moderne n'a pas détruit cette coexistence, il faut adopter une optique globale ou de système pour créer les conditions globales c'est-à-dire l'environnement et le bien-être propices à l'épanouissement de l'identité culturelle du créateur, du consommateur et de l'utilisateur de la culture qu'est l'homme.

Ensuite, les activités culturelles qui sont organisées par des groupes et des spécialistes, pour des coûts mesurables en temps et en argent et qui peuvent être facilement circonscrites.

En troisième lieu, l'action culturelle des pouvoirs publics qui peut s'évaluer en termes financiers et qui porte essentiellement sur :

- (a) la conservation et la protection du patrimoine;
- (b) l'encouragement à la création artistique par le truchement d'un mécénat moderne;
- (c) la formation artistique;
- (d) la diffusion des produits culturels par tous les moyens de communication;
- (e) l'utilisation des temps de loisir.

Le processus de financement dans ce domaine ne doit pas être un simple transfert mais doit être lié à la demande et à la consommation des individus car la société a des répercussions sur ce mécanisme.

Enfin, la politique culturelle qui ordonne cet ensemble complexe avec des objectifs explicites et des moyens bénéficiant de l'appui et de l'autorité des pouvoirs publics. Elle est d'autant plus nécessaire que la société moderne devient de plus en plus difficile à maîtriser et que le besoin d'une action concertée s'accroît de jour en jour. Il convient, bien sûr, de trouver la formule qui permettra à ces politiques d'assurer et de garantir la liberté de l'homme et son expression créatrice.

Les politiques culturelles doivent s'inscrire en droite ligne dans la recherche que fait la communauté internationale pour fixer des objectifs et des orientations spécifiques tendant à l'établissement d'un nouvel ordre international ou d'un "nouveau système mondial".

4. Comment financer la culture ou les modalités du financement culturel

C'est dans le cadre des politiques culturelles que peuvent être envisagées les différentes modalités de financement. Il faut, tout d'abord, une volonté politique comme il en a fallu une pour le financement de l'éducation. Mais il serait naïf d'attendre des ressources supplémentaires des gouvernements ou des agences internationales financées par les gouvernements, spécialement destinées à la culture. Il ne faut donc pas se dissimuler la difficulté de la tâche, sa dimension et le chemin qu'il reste à parcourir.

D'autre part, génie et créativité ne peuvent pas trouver leur expression dans le vide. Sans vouloir aider la création elle-même, il s'agit de mettre en place les conditions propices à son éclosion, en luttant contre le caractère répressif de certains environnements, en augmentant le bien-être des individus et en favorisant un environnement qui leur permette de s'engager dans des activités culturelles. Il faudrait que les entreprises elles-mêmes considèrent l'individu comme une entité culturelle de même que l'Etat devra le considérer comme consommateur et utilisateur de la culture.

5. Par quels moyens financer la culture ou les instruments de financement culturel

L'action des gouvernements en faveur de la promotion, de la défense et de la diffusion des valeurs culturelles, exige la création de nouveaux instruments institutionnels, financiers et administratifs.

(a) D'abord à l'échelle nationale :

La manifestation la plus évidente de cette volonté de se doter de nouveaux "instruments" est sans doute la création de ministères de la culture pour organiser ou renforcer une action publique permanente davantage liée à la notion de développement global. En fait, la culture est désormais reconnue comme un élément moteur de l'économie et l'insertion du culturel est un problème plus politique qu'économique, la preuve en est que le financement culturel privé a bien traversé les crises.

(b) Ensuite, à l'échelle internationale :

Le financement régional ou international requiert la mise en place d'organes ou de mécanismes appropriés de coopération et d'échanges d'information, pour pouvoir être distribué à l'intérieur de chaque pays. Ceci correspond d'ailleurs à la politique générale des institutions d'aide internationales qui consiste à rechercher une contrepartie institutionnelle et financière nationale.

A cet égard, l'utilisation d'institutions d'aide nationales et internationales déjà en place a été expliquée par les participants, comme par exemple : le Fonds inter-américain pour le développement culturel dans le cadre de l'Organisation des Etats américains, la Fundación General Mediterránea, le Commonwealth Institute, le National Centre of Performing Arts, la Fondation pour la promotion et la diffusion des cultures des pays de l'ACP (d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique), le Fonds culturel interafricain de l'Organisation de l'Unité Africaine, l'Institut culturel africain, la Société africaine de culture, le Conseil de la coopération culturelle du Conseil de l'Europe, la Fondation européenne de la Commission des Communautés européennes, la Fondation de France, la Fondation européenne de la culture, la Société internationale de développement, Procultura S.A. (Entreprise colombienne de production et de distribution de biens culturels), le National Endowment for the Humanities, l'Institut international du théâtre, le Centre international de développement, la Third World Foundation, l'Association culturelle Mariano Moreno, etc.

(c) Le recours aux banques

Il ne faut pas hésiter à recourir aux banques dont les préoccupations culturelles sont de plus en plus réelles. Ainsi à la Banque mondiale, à la Banque africaine de développement et à la Banque interaméricaine nul n'est étranger à la culture.

(d) Le recours aux mass media

Il ne faut pas oublier de s'adresser aux grandes organisations des mass media aussi bien pour les fonds que pour la publicité car leur puissance est devenue considérable dans ces deux domaines.

(e) Le recours au secteur privé

Il faut avant tout recourir au secteur privé d'où proviennent la plus grande partie des ressources et favoriser le mécénat moderne en stimulant les organisations philanthropiques, en redonnant foi et enthousiasme à ceux qui possèdent les moyens financiers, en faisant des efforts pour faire participer le public aux choix culturels et aux décisions, en encourageant les fondations, les entreprises et les particuliers par des dégrèvements fiscaux et par des mesures légales qui aboliraient les obstacles économiques ou psychologiques et feraient évoluer plus vite les mentalités.

(f) Nécessité de la coopération et des convergences

L'institution idéale de financement culturel serait celle où le secteur public et le secteur privé collaboreraient étroitement (comme par exemple à Procultura S.A.). En outre, il faudrait veiller à une convergence entre les fonds nationaux, régionaux et internationaux et à leur faire jouer essentiellement le rôle d'agents catalyseurs en établissant en particulier un système d'échanges entre les institutions, et en faisant relayer l'action de ces sources de financement par des organisations non gouvernementales de manière à obtenir des effets multiplicateurs.

6. Autres suggestions

- (a) Comme les ressources pour le financement culturel seront limitées dans les années à venir, les pays ayant besoin d'un financement de base pour leur développement devraient être encouragés à se doter d'organismes chargés d'aider les planificateurs nationaux à intégrer les composantes culturelles dans les plans nationaux de développement et à créer des projets de caractère horizontal sud-sud, avec, si possible, une coopération triangulaire.
- (b) Continuer la réflexion commencée dans ce séminaire, unique à bien des égards, dans d'autres réunions similaires, sous l'égide de l'Unesco, réunions où seraient analysés les problèmes et les conflits qui existent dans le domaine du financement culturel ainsi que les problèmes culturels du développement.
- (c) Faire des réunions où les liens entre les systèmes bancaires - privés, officiels, nationaux, régionaux ou internationaux - et les systèmes ou projets culturels seraient étudiés.
- (d) Organiser des forums d'investisseurs où bailleurs de fonds et auteurs de projets culturels pourraient se rencontrer.
- (e) Faire des recherches sur l'économie de la culture sur le modèle des recherches sur l'économie de l'éducation menées par ECIEL (Estudios Conjuntos sobre Integración Económica Latinoamericana).
- (f) Approfondir certaines analyses comme le financement des musées, l'utilisation des droits d'auteur à des fins culturelles, la protection des villes historiques, la technique de présentation de projet qui consiste à mesurer en termes économiques la valeur du temps volontaire fournie par une communauté pour la réalisation d'un projet culturel et à inclure ce temps dans le calcul du financement de ce projet, etc.

En bref, nous sommes encore à une période de tâtonnement en matière de financement culturel. Or, pour résoudre les problèmes qui se présentent, il faut d'abord les analyser, savoir qu'ils existent et faire des comparaisons de type pragmatique. En effet, le fait de poser une question est aussi important que celui de chercher une solution.

Le financement culturel est aujourd'hui une question de réalisme, car tout homme de bonne foi croit à la culture, comme il croit aux droits de l'homme, au droit de créer, au droit d'éprouver des émotions, etc. La nouvelle civilisation en gestation, ira vers une plus grande humanisation, un plus grand bien-être et un plus grand respect de la dignité de l'homme, ou bien notre humanité périra.